

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

## **BOFIP-RHO-25-0826 du 24/03/2025**

Arrêté du 19 mars 2025

ARRÊTÉ PORTANT DÉTACHEMENT DANS L'EMPLOI DE CHEF DE SERVICE ADMINISTRATIF D'UN INSPECTEUR PRINCIPAL DES FINANCES PUBLIQUES, À LA DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES, AU TITRE DE L'ANNÉE 2025

**Bureau Affectation, mobilité et carrière des A+ et A**

### **RÉSUMÉ**

Cet arrêté porte détachement dans l'emploi de chef de service administratif d'un inspecteur principal des Finances publiques, à la Direction générale des Finances publiques, au titre de l'année 2025.

Date d'application : 01/06/2025

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

SOMMAIRE

---

PARTIE 1: ARRÊTÉ PORTANT DÉTACHEMENT DANS L'EMPLOI DE CHEF DE SERVICE ADMINISTRATIF D'UN INSPECTEUR PRINCIPAL DES FINANCES PUBLIQUES, À LA DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES, AU TITRE DE L'ANNÉE 2025.....3

**PARTIE 1 : ARRÊTÉ PORTANT DÉTACHEMENT DANS L'EMPLOI DE CHEF DE SERVICE ADMINISTRATIF D'UN INSPECTEUR PRINCIPAL DES FINANCES PUBLIQUES,  
À LA DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES, AU TITRE DE L'ANNÉE 2025**



**ARRÊTÉ**

portant détachement dans l'emploi de chef de service administratif d'un inspecteur principal des Finances publiques,  
à la Direction générale des Finances publiques, au titre de l'année 2025

**LA MINISTRE CHARGÉE DES COMPTES PUBLICS**

- Vu le Code général de la fonction publique ;
- Vu le décret n° 89-271 du 12 avril 1989 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais de déplacement des personnels civils à l'intérieur des départements d'outre-mer, entre la métropole et ces départements, et pour se rendre d'un département d'outre-mer à un autre ;
- Vu le décret n° 2006-814 du 7 juillet 2006 modifié relatif aux emplois de chef de service comptable, de chef de service administratif et de chef de service de surveillance aux ministères économiques et financiers ;
- Vu le décret n° 2010-986 du 26 août 2010 modifié portant statut particulier des personnels de la catégorie A de la Direction générale des Finances publiques ;
- Vu le décret n° 2023-224 du 30 mars 2023 fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux emplois de chef de service comptable, de chef de service administratif et de chef de service de surveillance aux ministères économiques et financiers ;
- Vu l'arrêté du 17 août 2023 fixant la liste des emplois de chef de service administratif de la Direction générale des Finances publiques ;
- Vu la demande de l'intéressé.

**ARRÊTE :**

**Article 1** : Le cadre, dont le nom suit, est détaché dans l'emploi de chef de service administratif de 3<sup>ème</sup> catégorie, pour une durée de trois ans, conformément aux indications figurant au tableau ci-après :

Identification			Ancienne situation			Nouvelle situation			
NOM	Prénom	Matricule SIRHIUS	Ancienne affectation	CSRH	Grade-échelon Date prise de rang	Nouvelle affectation	CSRH	Niveau de détachement	Date d'effet
MARCHETTI	FLORENT	000002311431	DRFiP LA RÉUNION C2 - SIE SAINT DENIS DE LA REUNION	63	IPFiP échelon 9 19/11/2022	DDFiP CANTAL RESPONSABLE DU POLE DE CONTROLE UNIFIE	63	CSA3 chevron 1 01/06/2025	01/06/2025

**Article 2** : Les modalités de prise en charge des frais de résidence de l'intéressé sont appréciées par la direction d'ancienne affectation dans les conditions fixées dans le décret n° 89-271 du 12 avril 1989, articles 191.2 ou 191.1 selon la situation du cadre, fixant les conditions et les modalités de règlement des frais de changements de résidence des personnels civils à l'intérieur des départements d'outre-mer, entre la métropole et ces départements, et pour se rendre d'un département d'outre-mer à un autre.

**Article 3** : Si vous estimez devoir contester cette décision, vous pouvez :

- soit former un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de la publication au BOFIP de la décision ;
- soit former un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente, dans les conditions fixées aux articles R 421-1 à R 421-7 du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois, à compter de la publication au BOFIP de la décision.

En cas de recours contentieux, la juridiction compétente peut être saisie par l'application information "Télérecours citoyens" accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4** : Le présent arrêté sera notifié à qui de droit et publié au Bulletin officiel des Finances publiques, section Ressources Humaines et Organisation.

FAIT À PARIS, LE 19 MARS 2025  
 POUR LA MINISTRE ET PAR DÉLÉGATION  
 L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE DES FINANCES PUBLIQUES HORS CLASSE  
 RESPONSABLE DU SECTEUR MOBILITÉ INTERNE DES A+  
 BUREAU AFFECTATION, MOBILITÉ ET CARRIÈRE DES A+ ET A

PATRICK VINCENT

BOFiP
Direction générale des Finances publiques
Directeur de publication : Amélie Verdier
ISSN 2268-0756